

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIUM - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles né 255 – avril 2022

Histoire

Jours de gloire, de délire ...
Radio Wallonie, Sambre et Meuse
1930 : le Bois du Cazier en feu.
Un bien triste photographe.
Les suites de l'affaire Marivoet
Le crime du 18 août

International

Crise en Ukraine
Un géant militaire pas si grand
La solidarité aux frontières
Civilisation ou barbarie ?

Le coin du Secours populaire

Quand la solidarité réconcilie les
Humains et la Terre

Social

Le grand nettoyage se poursuit chez
Daoust et Trixxo

A venir

QUELLE CONNERIE LA GUERRE

Jacques Prévert

FR2022

HISTOIRE

Jours de gloire, de délire ...

Des drapeaux, des chansons ... Accolades frénétiques ... ! Visages réjouis des grands garçons d'outre-Atlantique dont les mentonnières lâches se balançaient au rythme d'un mâchonnement inlassable. Ce fut l'époque du tabac blond, des parfums exotiques de savon, de fumée mielleuse et de chewing-gum.



Raymond Dispy (à gauche)

On était heureux ... on tournait en rond autour d'une corne d'abondance et on s'attendait à la voir se répandre sous la poussée des ovations ... Il n'en fut rien.

Le temps passa agrémenté par le défilé d'interminables convois roulant vers le front car il y avait encore un front quelque part. Mais cette fois, il empiétait sur le territoire ennemi, de l'ennemi qui crachait ce qui lui restait de venin sur ses armes monstrueuses : les torpilles volantes. Ce fut le martyre de nos plus belles villes.

On se réjouissait de temps à autre de l'arrestation d'un incivique, d'un lampiste comme on disait car

les collaborateurs de haute lignée avaient pu se ménager de souveraines protections.

Quelque temps avant le débarquement des Alliés en Normandie, le général Yvan Gérard avait été désigné pour prendre le commandement de toutes les forces de la résistance unifiées sous la dénomination de « Troupes de l'Intérieur » et placées sous le commandement suprême du général Eisenhower.

Après la campagne éclair, le général Eisenhower rendit hommage aux T. I. puis les invita à poursuivre la lutte sous une forme nouvelle. Nous avons vu de quelle façon, nos hommes répondirent à cet appel. Le commandant national Raymond Dispy, devenu ministre, passa le commandement de l'Armée belge des Partisans à son adjoint Raoul Baligand et fit l'impossible pour l'organisation de l'armée nouvelle où les forces de la résistance devaient apporter leur héroïsme, leur esprit combatif. Les hommes qui avaient lutté pendant quatre ans dans les conditions les plus pénibles et qui avaient contribué largement au rétablissement de l'autorité légale, étaient capables de s'adapter rapidement à l'instruction militaire moderne, au maniement des armes les plus perfectionnées. Le commandant Dispy surmonta toutes les difficultés. Il eut la satisfaction de voir les T.I. incorporées dans l'armée régulière sous le commandement du général Gérard.

Bon nombre de chefs P.A. furent nommés officiers adjoints à l'Etat-Major du général. Pleins d'ardeur, ils se préparaient à conduire leurs hommes au combat final, à prendre part avec les alliés à la ruée au-delà du Rhin ...

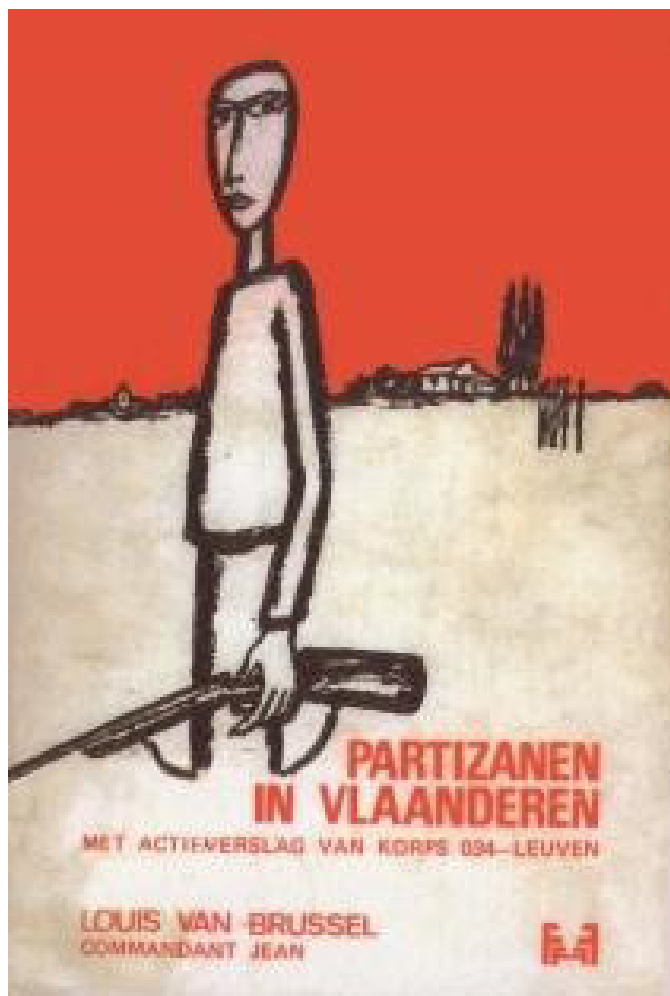
Quant tout à coup, un ordre survint : « Les troupes de la résistance devaient déposer les armes » ! Cette nouvelle atterra les patriotes. On repoussa leurs offres de services !

En signe de protestation, les partisans organisèrent à Bruxelles le 25 novembre, une manifestation qui leur attira les foudres des autorités ressuscitées ou rapatriées.

Et ceux-là qui avaient combattu l'ennemi durant quatre années se virent assaillis pour avoir voulu crier leurs reproches à eux qui avaient prodigué tant de belles promesses naguère. Des patriotes, titulaires des plus belles citations, furent bousculés, jetés à terre et matraqués.

Dispersés, allaient-ils demeurer livrés à eux-mêmes, allaient-ils boire à la coupe de l'ingratitude ? Peu importe ! ils avaient fait leur devoir et ils ne le regrettaient pas.

Mille cinq cents des leurs étaient disparus, fusillés, torturés, morts au combat, cinq mille cinq cents



autres avaient été déportés dans les bagnes nazis.

Les rescapés ne renieraient pas leurs camarades. Ils n'étaient pas de ceux qui oublient lorsque tout est fini.

Fini ? Peut-on dire que le monstre s'est assagi quand on l'a étourdi et même quand on l'a amputé ? ...

A suivre : « Ils m'ont fusillé »

« Radio Wallonie, Sambre et Meuse ».

Beaucoup de nos lecteurs méconnaissent certainement les jours sombres de mai et juin 1940.

Notre armée, en déroute est acculée à la capitulation. Nos alliés français et anglais, taillés en pièces, sont refoulés vers la mer ou les Pyrénées. Paris est envahie et les deux tiers de la France sont occupés.

Les Allemands étaient vainqueurs et leurs troupes avaient traversé nos pays en les laissant en ruines. Pleurant leurs morts, beaucoup de Belges réalisaient jusqu'où l'incurie et l'aveuglement des plus hautes autorités du pays les avaient conduits.

A l'annonce de la trahison de nos élites se mêlait un sentiment de rage impuissante devant l'arrogance des nouveaux maîtres, déjà escortés par les valets de l'ordre nouveau.

Pourtant dès les premiers jours, des hommes se levèrent pour dire « NON » à l'occupant et à l'aveulissement d'une partie de la population. Les premières actions de résistance datent de la fin du mois de juin 1940. Les façades des collaborateurs étaient maculées d'inscriptions vengeresses au goudron. En juillet, un premier attentat contre la Wehrmacht avorta à Bruxelles. Des armes, abandonnées par les soldats en déroute dans les bois et les campagnes, étaient récupérées. Des groupes se formaient. Ils seront les noyaux des futures organisations de résistance. Les anciens de « 14-18 » se retrouvaient pour reprendre du service.

Aux ACEC, le délégué ouvrier, Auguste Wéry de Gosselies avait édité le premier tract clandestin « Dynamo », écrit à la main sur de simples feuillets de calepin. Circulant parmi les ouvriers, ce sont des centaines de personnes qui furent ainsi touchées. Ce tract appelait à la résistance. Il disait entre autres « Le meilleur lubrifiant pour vos machines, c'est le sable ».

De son côté, Raoul Baligand, vu son passé de membre des Brigades internationales d'Espagne l'y prédisposant, ne resta pas inactif à son retour de France. Astucieux, il envisagea des actions futures de plus grande envergure et d'une efficacité immédiate. Avec un oncle fossoyeur, il commença l'entreposage d'armes et de dynamite dans un caveau du cimetière de Marcinelle. Il achemina également des explosifs à Gilly.

Pourtant faute de moyens, beaucoup de résistants, se sentaient faibles. Beaucoup d'actes de sabotage restaient des faits isolés, traduisant plutôt le sentiment de rage du peuple que la volonté d'accomplir une œuvre efficace et de longue durée. Il manquait en fait à ces gens un sentiment d'appartenance à un mouvement profond et unanime.

Chaque jour, on tournait les boutons de la radio dans l'espoir d'entendre une voix amie mais en vain.

L'écoute de la radio de Londres ou des radios neutres ne pouvait guère soulager ce besoin d'obtenir des nouvelles encourageantes pouvant briser le sentiment de solitude. On n'entendait que les communiqués de victoire de l'ennemi ou les diatribes des traîtres à sa solde.

Cependant, le lundi 9 septembre, on n'en crut pas ses oreilles. A la suite de l'air connu « Sambre et Meuse », on entendit soudain des mots de réconfort et d'espérance en la victoire. C'était une première sur notre sol envahi et celui qui les prononçait s'ap-



pelait Oscar Debakker. Grâce à lui, le voile se déchira, l'espoir naquit, la résistance se conforta, se raidit. Le Rovien Oscar, avait, à sa façon, trouvé le moyen de servir sans faiblesse, sans répit. Il claironna dans l'éther des mots d'ordre énergiques. Bien-

tôt, il annonça les premiers succès alliés et vanta les mérites de la résistance armée.

Oscar avait construit lui-même son émetteur baptisé Radio Wallonie, Sambre et Meuse ». Lorsqu'en juin 41, l'Armée Rouge se mit à nos côtés dans la lutte, il sut trouver des mots plus convaincants encore quant à l'issue du combat titanesque qui commençait à l'Est. Malgré les revers du début, il croyait fermement à la victoire soviétique... Napoléon, aussi, avait bien cru vaincre l'ours russe ... Ses paroles aidaient ainsi tout un peuple à se ressaisir dans sa volonté de résistance à l'ennemi. Bien sûr, ses émissions ne couvraient pas toute la Wallonie mais ces paroles étaient reprises et transmises de bouche à oreilles. Beaucoup de traîtres furent ainsi dénoncés et leur action entravée.

Même les actions peu spectaculaires de la résistance étaient décrites. Elles encourageaient les gens à résister et la population toute entière était conviée à harceler les collaborateurs.

Par exemple, on jetait des boules puantes dans les salles de propagande nazie pour perturber les spectacles. Un autre moyen s'avérait efficace dans les cinémas : les patriotes lâchaient des papillons de nuit durant la projection. Attirés par la lumière des projecteurs, ils voltigeaient dans le faisceau lumineux et empêchaient la vision des films hitlériens.

« Radio Wallonie Sambre et Meuse » ne jouait pas seulement un rôle de propagande car à l'aide de co-



des secrets, sous forme de messages personnels, la radio coordonnait aussi des groupes de partisans armés.

Elle diffusa des communiqués et des mots d'ordre lors des grèves pour obtenir un meilleur ravitaillement au cours du premier hiver de guerre. Ces grèves se déroulèrent dans certaines entreprises wallonnes et obtinrent des résultats significatifs. C'est au cours de celle de décembre 1940 que des résistants communistes se réunirent sous l'appellation de « Partisans armés ».

La radio d'Oscar Debakker joua aussi un grand rôle dans la constitution de ce qui deviendrait « Le Front de l'indépendance ». Bien que traquée par la Gestapo, la radio échappa à tous les repérages vu sa situation au pied du terril.

Pendant toute la durée de la guerre, un modeste patriote, avec un émetteur en construction, parvint à se jouer de l'occupant et de ses valets.

Ce texte fut écrit par notre ami Roger Nicolas le 11 novembre 1997 et rapportait de récit d'une camarade revienne Françoise Vromant.

Nous avons parlé de Rovien et de Rovienne, c'est-à-dire le nom porté par un habitant (te) de Roux.

1930 : le charbonnage du Bois du Cazier en feu.

Le vendredi 7 mars 1930, vers 4 h 00 du matin, une explosion s'est produite à la taille en défoncement

au niveau de l'étage 975 de la veine « Gros Pierre » du puits St Charles du charbonnage du Bois du Cazier à Marcinelle-Haies., cet étage 975 qui, le 8 août allait être à l'origine de la plus grande catastrophe minière de notre pays.

L'alarme est donnée par le porion Camille Hembise qui téléphona de l'envoyage. Cet homme habitait au n° 16 de la rue Tienne Bricoult, pratiquement au pied des puits. Né à Marcinelle le 27 mars 1891, il était âgé de près de 39 ans. Son épouse Angeline Van Mellaert lui avait donné deux enfants. Lui-même travaillait au Cazier depuis près de 25 ans étant entré « à l'fosse » aux côtés de son père et de celui qui allait devenir son beau-père en 1906. A l'époque, plusieurs membres de la famille Hembise habitaient Marcinelle et presque tous étaient mineurs.

Hembise Alfred, rue du Cazier 16 né à Marcinelle le 06-08-1911, époux de Simone Valise.

Hembise Arthur, rue de la Gare, 134 né à Marcinelle le 01-10-1868, veuf de Mathilde Vanasveld, père de notre porion, toujours inscrit comme mineur. Toutefois à l'époque, il était en instance de pension comme invalide. Il avait près de 40 années de travail au fond.

Hembise Félicien, rue de Nalennes, 282, né à Marcinelle le 01-08-1894, époux de Emilia Preat, frère de Camille.

Hembise Georges, rue du Cazier, 2 né à Montigny-le-Tilleul le 26-10-1892, célibataire.

Peu de temps après l'annonce du coup de grisou, MM Cappelen, directeur gérant, Delaye, directeur des



Nouvelles

travaux, Bohy, ingénieur divisionnaire, Gillet et Legrand, ingénieurs principaux, Desenfants, directeur du Corps des mines, arrivent sur les lieux.

Louis Legrand, ingénieur du Corps des mines, né le 15 décembre 1882 à Monceau-sur-Sambre habitait route de Philippeville 121 à Marcinelle. Il avait épousé Suzanne Degrignart.

L'équipe de secours aussitôt organisée comprenait MM Bazin, Michont, Oscar, Guillaume, Servais, Pasman, Collyns et Descamp, tous mineurs ou porions expérimentés, travaillant sur place. Ils étaient volontaires.

Vital Bazin habitait rue du Charbon, 50 où il exploitait une petite ferme avec son épouse Venise Aggeethiry. Il est né le 4 décembre 1887. Leur fils aîné, Léon, reprit la ferme et l'agrandit. Il ne descendit pas dans la mine.

Oscar Guillaume habitait rue de Charleroi (avenue Meurée), 49 à l'étage du commerce d'un marchand de fruits et légumes. Né à Jamagne le 10 juillet

1889, il était l'époux de Marie Van Bever de Marcinelle.

Jules Collyns, rue de Nalines, 121, né à Jamioulx le 27 juin 1889, avait épousé Bertha Marlier.

Les sauveteurs sont descendus jusqu'à 300 m du chantier. Ils ont retrouvé les victimes dans les tailles 5 et 6. Les blessés étaient pour la plupart dans la taille 5. Par contre, dans la taille 6 où le dégagement s'était produit, tous les ouvriers avaient péri.

La déflagration avait été très violente. Seuls, les porions Hembise et Leclou qui se trouvaient à une vingtaine de mètres, protégés par un angle où ils installaient un boisage, ont pu se sauver.

Au chantier « Paumes » au-dessus de l'étage 975 (soit l'étage 835) le déplacement d'air avait été ressenti.

Les victimes avaient commencé leur travail à 9 heures du soir et la fin était prévue pour 5 heures du matin.



A 9 h 30, les cadavres furent remontés. Une » demi-heure plus tard, c'était le corps de Stanislas Netron, un Polonais habitant rue du Grand-Pont.

Les docteurs Salmin, Widert, Thibaut et Lafine étaient à ce moment sur les lieux pour donner les premiers soins aux blessés avant de les diriger vers l'Hôpital civil de Charleroi et l'hôpital Sante Thérèse de Montignies-sur Sambre.

La liste des blessés comporte les noms de Victor Baulois, porion de nuit, Saïd Ben Hoiene, Grégoire Ostakoff, Henri Tolback, Stephen Turtoff, Stanislas Pantak, Jean Gilliams, Saïd Ben Ahmed, Michel Busa et Saïd Ben Hossen. Il s'agissait de ressortissants belges, ploonais et marocains.

Les morts étaient

Alphone Pirson, né à Marcinelle en 1875, domicilié rue André Vésale

Bartholme Jerino, rue de Philippeville

Théophile Godevriendt, né à Linden en 190 et domicilié Petite Chenevière

Czeslaw Radziscroski, Polonais né en 1902 et domicilié rue de la Régence 41 à Charleroi

Stanislas Netron, Polonais, né en 1903 domicilié rue du Grand-Pont

Mohamed Ben Borik, Marocain

Jean Karezaniski, Polonais

Antoine Ditach

Nicolas Varmedan

Isek Leukowicz

Allas Thadré, Polonais

Joseph Delebecq, identifié après les autres, était Belge.

Le visage brûlé des victimes les rendait difficilement identifiables. Les corps des étrangers vivant seuls ont été gardés provisoirement au dispensaire du charbonnage.

Par la suite, un des blessés de nationalité tchèque, Friadicas est décédé à l'hôpital, ce qui portait le nombre de morts à treize. Les blessés au nombre de dix retourneront chez eux quelques jours après la catastrophe tandis que certains grièvement blessés, durent rester à l'hôpital près de deux mois.

Lors de l'enquête destinée à établir les causes de l'accident, le porion Camille Hembise a déclaré n'avoir pas vu de flamme mais un formidable tas de poussière, immédiatement après l' (explosion qui l'empêchait de voir ses camarades malgré leurs lampes. On a évoqué comme cause de la mise à feu,

une lampe dévissée.

Ces renseignements ont été extraits des journaux de l'époque du 7 au 13 mars 1930 : le Journal de Charleroi, le Rappel, la Gazette de Charleroi et Le Pays wallon

Merci à notre ami Roger Nicolas qui a résumé cette première catastrophe du Bois du Cazier de Marcinelle

Un bien triste photographe.

Dans les années 1930. Au bas de l'avenue Eugène Mascaux, non loin de l'église du centre de Marcinelle, s'était installé le photographe Marivoet qui donna le nom de Maridem à son studio.

Malgré sa funeste destinée (il devint traître à son pays) Il faut bien reconnaître qu'il n'était pas dépourvu de talent dans l'art de la photographie et du court métrage.

Ses affaires marchaient bien et bientôt, il eut besoin d'un ouvrier occasionnel pour entretenir et réparer ses appareils photographiques et de projection, ses caméras et autres accessoires propres à sa profession.

Mon père, Achille, accepta l'offre et s'acquitta très bien de ce travail de précision. Il était aussi versé dans l'art de la photo si bien que Marivoet le chargea aussi de plusieurs prises de vues. Armé de sa caméra 8 mm venant du studio, il capta les images de plusieurs rues de sa commune et fut un jour requis pour filmer les activités sportives des enfants des plaines de jeux du Manoir et de la ferme Bal. Ajoutons à cela que les deux photographes prirent de nombreux clichés de coins et maisons aujourd'hui disparus.

Hélas, Marivoet affichait des idées politiques droitières. Cela n'aurait pas tellement porté à conséquence dans notre pays de démocratie bourgeoise mais, malheureusement, la guerre survint et lors de l'arrivée des troupes allemandes à Marcinelle, Marivoet montra son vrai visage de collaborateur.

A son retour d'exil en France, Achille, mon père, apprit cela et ne voulut plus rien avoir de commun avec ce traître. Il me chargea d'aller lui remettre les boîtes contenant les nombreuses bobines qu'il avait encore à la maison (ce qui fut une erreur !). Je sortis du studio presque aussitôt y être entré. En déposant le colis, je pus voir, d'un œil furtif toute la maison remplie de soldats allemands. On chantait et on buvait sec tandis que l'épouse du photographe s'exerçait au tir au pistolet en compagnie d'officiers de la Wehrmacht. A la vitrine du studio, on remarquait les



nombreuses photos de l'arrivée de l'armée nazie sur le sol de notre commune. Il n'y avait plus de doute, Marivoet avait tout calculé à l'avance. Je rentrai à la maison et on oublia le traître.

Les mois passèrent. Un beau jour de 1943, des partisans communistes parmi lesquels se trouvait Raoul Baligand et Edouard Verdin qui périt dans les camps nazis, investirent les ACEC afin de faire sauter un gros turbo-alternateur. Ils s'éclipsèrent après l'explosion. Peu de temps après, les rexistes arrivèrent sur le lieu du sabotage.

Malheureusement, ce jour-là, Achille travaillait de nuit au service « entretien » de l'entreprise. Il fut arrêté et conduit à Loverval de sinistre mémoire. Son épouse l'apprit et, toute éplorée, récita et fit réciter par ses enfants moult prières à sainte Rita de Marchienne-au-Pont, pour sa prompte libération. Elle avait reçu une éducation chrétienne et cela apportait un tant soit peu d'apaisement à ses angoisses.

Achille avait des idées communistes. Il devint donc suspect et fut accusé d'écouter Radio Moscou. Quand il fut amené devant le maudit Marivoet, celui-ci reconnut son ancien ouvrier et gêné, ne voulut pas l'entendre. Il fut remis aux Allemands. Après quelques heures d'interrogatoire à la Kommandantur de Charleroi, il fut relâché et rentra au logis.

Après la guerre, le sinistre photographe, qui, par sa collaboration zélée, envoya de nombreux patriotes à la mort ou dans les camps nazis, fut condamné à la peine capitale. Celle-ci fut commuée en réclusion criminelle.

Voilà une bien lugubre histoire mais qui ne s'arrête pas là. Marivoet était nanti d'un sacré culot. Dès la libération, les résistants suppléant une police et une gendarmerie qui avaient fort à faire comme traquer les derniers soldats allemands et leurs complices qui n'avaient pu fuir, étaient chargés de la garde des suspects d'incivisme arrêtés, nombreux dans les premiers jours de septembre. Internés d'abord à la prison de Charleroi puis à la caserne Trésignies, ceux-ci furent ensuite transférés au centre de détention installé dans l'ancienne verrerie « Fourcault » à Dampremy.

Les résistants, d'abord bénévoles, furent par la suite payés par la Ministère de la Justice comme auxiliaires. Durant les nombreux mois d'activité de ce centre de détention pour les hommes. Les femmes étaient internées dans l'ancienne école communale de la rue Vital Françoisse.

Parmi les gardiens, le nommé G.W. avait la garde de Marivoet depuis mai 1945. Après les premiers moments d'internement, Marivoet avait repris de la superbe. Lui qui connaissait les méthodes nazies estimait sans doute que celles de la justice belge à son égard et à l'égard de ses compagnons de cellule, indiquaient un prompt oubli des crimes des gestapistes et, à son idée, une prompt réhabilitation. De là, l'arrogance qu'il montrait de nouveau. Inspiré par son exemple, les autres traîtres exigeaient des conditions de détention plus confortables, une alimentation variée en un moment où notre population subissait encore les affres de la faim. G.W. se fâcha devant l'insolence marquée par ces gens qui voulaient se rendre maîtres à Foucalt et il gifla le

meneur. Il faut se rappeler que c'est à cette période que les Belges prennent conscience des sévices endurés par nos prisonniers de guerre et des atrocités des camps de concentration.

Nous ne savons rien de G.W., le petit article qui relate l'affaire ne nous dit rien mais on peut supposer qu'en tant que résistant, il avait dû ; lui aussi, souffrir de la faim et de la peur. Durant ces longues années alors que Marivoet et ses pareils tenaient le haut du pavé. Que de rancœurs, de chagrins peut représenter cette gifle ! Mais Marivoet qui avait encore les moyens de se payer un avocat, déposa une plainte et G.W. fut condamné pour coups et blessures. Plus tard, la Cour d'Appel confirma le jugement et G.W. dut payer une forte amende. Et fut mis en demeure, par voie d'huissier de payer immédiatement 1867 FB d'amende et de frais de justice pour le procès intenté contre lui par Marivoet et sa bande de tueurs.

Texte rédigé par notre camarade Roger Nicolas en novembre 1997

Les suites de l'affaire Marivoet

Averties, les associations de résistants protestèrent mais rien n'y fit. Le gouvernement Pholien appliquait la loi, toute la loi, rien que la loi. Le 14 mars 1948, les résistants organisèrent une collecte pour le paiement de l'amende. Ce patriote était marié et père d'un enfant. Marivoet, lui, de son côté, avait torturé son beau-père, F Rodelet.

Déjà en 1944 et au début de 1945, des habitants de Marcinelle et de Dampremy avaient tenté d'empêcher le ravitaillement des inciviques emprisonnés, par les colis que leurs familles leur apportaient. En un temps, nous l'avons déjà dit, où la population était encore largement sous-alimentée, il apparaissait scandaleux de voir défiler ces marchandises provenant du marché noir et destinées à des gens qui avaient souvent de véritables crimes à se reprocher. Plusieurs de nos concitoyens furent ainsi inquiétés avant que la direction de la prison fasse confisquer les marchandises en dehors de ce qui était en vente libre ou fourni par le ravitaillement officiel.

Il existe d'autres cas où la justice semblait bien boiteuse et paraissait claudiquer plus volontiers du côté des anciens occupants que de celui des résistants. Prenons l'exemple de Roger Laroche de Marcinelle qui fut artificier du MNB et par conséquent chargé du maniement des explosifs. En 1948, il fut poursuivi pour avoir, durant l'occupation, fait sauter un pylône électrique. D'autres résistants furent

aussi poursuivis pour faits de guerre advenus durant ces tristes années d'occupation et ayant parfois agi suivant les ordres ou les conseils de Radio Londres.

On peut aussi citer le fait qu'en 1948, les biens des rexistes et les richesses qu'ils avaient indument accumulées avaient été mis sous séquestre judiciaire. Or, certaines de leurs victimes conscientes du fait qu'elles ne pourraient jamais rentrer en possession de ce qui leur avait été volé car manquant des preuves exigées s'étaient servies d'autorité parmi les biens séquestrés. Plus tard, après avoir purgé leurs peines, les inciviques rentrés chez eux avaient pu constater le pillage de leurs biens et avaient porté plainte. Plusieurs personnes de Mont-sur-Marchienne et de Montigny-le-Tilleul furent ainsi condamnées pour vol ou recel car ce qui était placé sous séquestre était la propriété de l'Etat. Il faut noter que les résistants de l'époque se démarquaient de ce genre de voleurs tout en déplorant le manque de dédommagement que les victimes civiles de la guerre pouvaient recevoir. L'exemple de la première guerre mondiale était là pour le démontrer. Certaines de ces victimes ne furent, en effet, dédommagées qu'en 1952 soit 39 ans après les faits.

Lorsque les jugements des tribunaux de guerre venaient à gracier un « Kollabo » pour manque de preuves, il arrivait que des personnes indignées voulaient faire justice elles-mêmes. Heureusement, ce genre d'acte irréfléchi put être évité et les résistants, eux-mêmes, voulaient que cela ne se reproduise plus. C'est la résistance toute entière qui en aurait été éclaboussée.

En résumé, concernant l'état d'esprit d'une population soumise depuis quatre ans sous une dure et injuste férule, ayant souffert, ayant vu disparaître ou être retenus prisonniers, des dizaines de milliers de ses enfants, il y eut peu d'actes arbitraires de vengeance collective ou individuelle. Mais de grâce, qu'on ne nous demande pas, aujourd'hui, d'amnistier et rayer ainsi de la mémoire collective les méfaits des valets de l'ennemi.

Ecrit en novembre 1997 par Roger Nicolas.

Le crime du 18 août

Le commencement des représailles

Dès que l'assassinat du bourgmestre rexiste Englebin fut connu des rexistes carolos, ceux-ci se réunirent sans tarder pour envisager les représailles qu'ils allaient entreprendre. L'échevin Merlot*, de la Formation B fit interpellier la direction fasciste dont le siège central se trouvait au 1039 de la chaussée de Waterloo à Uccle.



Victor Matthys, chef a.i. de Rex en l'absence de De Henri Merlot (n°54) né à Liège en 1903 était domicilié à Marchienne-au-pont. Rexiste depuis 1936, il s'engagea dans la Légion Wallonne en 1941 et fit partie du premier contingent parti combattre sur le front russe. Il est nommé échevin de l'enseignement technique et des sports début 1943. Il portera une lourde part des responsabilités dans la tragédie qui s'en suivra.

grelle combattant sur le front de l'est, réagit immédiatement sans réfléchir à la gravité des faits, sans attendre de connaître les circonstances du drame, sans la moindre enquête préalable. La responsabilité

de cet homme qui prit de la sorte des décisions qui resteront inexcusables devant l'Histoire.

Il alerta tous ses collaborateurs et fit dresser des listes d'otages susceptibles de payer de leur vie.

Il téléphona aussi à son contact, un capitaine allemand pour lui notifier les faits survenus et lui signaler les représailles qui allaient s'en suivre. L'Allemand marqua immédiatement son accord sans la moindre condition.

Pendant ce temps, plusieurs dizaines de rexistes avaient gagné les lieux et Matthys fit appel aux volontaires. Comme ceux-ci furent nombreux à lever la main, il fut procédé à la désignation de 25 participants.

Pendant ce temps, à Charleroi, les fascistes s'étaient déjà regroupés et l'on parla de rassembler une trentaine d'otages.

Déjà tout surexcités, ces traîtres à la patrie définissaient la stratégie qu'ils allaient mettre au point. Or pendant, ces discussions, des incendies avaient déjà éclaté dans Charleroi.

Les représailles venaient de commencer.

A suivre.

INTERNATIONAL

Crise en Ukraine : la guerre en Europe... sans les Européens

Ni les États-Unis, ni la Russie ne veulent la neutralité de l'Ukraine. Reste à savoir si ce jeu de guerre a une fin.

C'est donc la guerre. Une fois de plus, le continent européen voit sur son sol les bombardements, les tirs de missiles, la destruction, la mort. La guerre, bien sûr, était déjà là depuis de nombreuses années, sous forme sporadique. Mais, à force d'ouvrir le couvercle, le diable finit par sortir de sa boîte, et nul ne sait plus l'y faire rentrer. Vladimir Poutine sait-il jusqu'où il veut – et peut – aller ? Il vient de torpiller les derniers espoirs de paix. Et de donner raison à des États-Unis qui, eux aussi, ont tout fait, depuis trente ans, pour en arriver là.

Le jusqu'au-boutisme russe était-il écrit d'avance ? Nul ne peut refaire l'Histoire, mais se remémorer l'ensemble des événements qui marquent les relations entre la Russie et l'Otan depuis la chute de l'empire soviétique permet de comprendre un processus qui



n'avait rien de fatal mais qui ressemble au besoin furieux, pour les États-Unis, de pousser leur avantage. Car s'il est stupide de minimiser l'aspiration démocratique des Ukrainiens et leur volonté de s'affirmer comme une nation indépendante, force est de reconnaître que, dès l'éclatement de l'URSS, cette aspiration et cette volonté ont été encouragées, soutenues et sponsorisées par les États-Unis. Et si nul ne peut interdire à l'Ukraine de demander son adhésion à l'Otan, rien, pour autant, n'oblige les Américains à laisser penser que cette demande pourrait aboutir.

Otan : vingt ans d'échecs

Rembobinons un peu le film. En 1991, après la chute du Mur et l'indépendance des anciennes républiques d'URSS, les États-Unis s'engagent, en échange de l'acceptation par la Russie du nouvel état des lieux, à ne pas étendre l'Otan à ses frontières. Les jeunes démocraties de l'Est rejoignent en revanche l'Union européenne, comme un symbole d'une Europe réunifiée autant que parce qu'elles offrent un formidable marché à la main-d'œuvre à la fois qualifiée et sans aucune protection. Cependant, les pays limitrophes de la Russie – l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie – restent pour l'heure dans la sphère de Moscou. Mais les États-Unis vont soutenir avec ostentation

les révolutions antirusses, jusqu'à celle de Maïdan, en 2014, qui renverse le gouvernement prorusse par une alliance baroque des démocrates pro-Occidentaux et des groupuscules nationalistes et néonazis.

Bien évidemment, les menées de Vladimir Poutine pour maintenir le cordon sanitaire autour de la Russie ne font pas dans la subtilité. Les derniers épisodes sont d'ailleurs d'une confondante banalité : soutien aux républiques autonomes, infiltration, dénonciation d'incidents nécessitant une intervention pour « maintenir la paix » ... On croirait un mauvais film. Mais la nervosité du chef du Kremlin a une histoire. Nous avons évoqué l'affaire Khodorkovski et les visées américaines pour prendre possession des matières premières russes et installer un pouvoir pro-américain à Moscou, mais il faut y ajouter l'histoire récente de l'Otan.

Lorsqu'Emmanuel Macron, en novembre 2019, déclare, dans *The Economist*, que l'Otan est en état de « mort cérébrale », il dresse le constat de vingt ans d'échecs de l'organisation et d'une situation désormais absurde. La marine turque vient de menacer un navire français en Méditerranée occidentale sans que l'organisation (ni l'Union européenne) ne proteste. La Turquie, membre de l'Otan, colonise



le nord de Chypre et confisque ses hydrocarbures, massacre les soutiens de l'Otan en Syrie et livre des armes à la Libye en rupture de l'embargo décidé par l'ONU. Et l'Otan ne réagit pas. Mais le mal vient de plus loin.

Résurrection

Le bombardement de Belgrade, en mars 1999, restera comme le symbole de la dérive de l'organisation ; une organisation créée pour défendre l'Europe contre une attaque de l'URSS et qui se retrouvait sans objet, sans projet, engagée dans une opération dont la conséquence fut le nettoyage ethnique des Serbes du Kosovo. Plus proche de nous, l'opération tout aussi illégitime en Libye. Les prétextes fournis par les grandes consciences habituelles ne masquent pas la réalité : l'Otan a provoqué un chaos en Libye, dont l'Afrique et l'Europe subissent encore les conséquences. Pis, c'est le non-respect par l'Otan du mandat confié par l'ONU – qui stipulait qu'il s'agissait d'empêcher le massacre de Misrata mais certainement pas de renverser Kadhafi – qui a convaincu Vladimir Poutine de ne plus jamais accepter ce genre d'opération. La Russie n'avait pas mis son veto à l'intervention en Libye, elle l'opposera systématiquement à toute intervention en Syrie.

Aujourd'hui, cette organisation zombie retrouve, grâce à Vladimir Poutine, une existence, et même un attrait. Alors que l'unique solution pour l'Ukraine eût été la « finlandisation », un statut neutre garantissant qu'elle ne basculerait ni dans un camp ni dans l'autre, ce sont désormais la Finlande et la Suède qui disent vouloir adhérer à l'organisation si la Russie venait à envahir l'Ukraine. Ni les États-Unis ni la Russie ne veulent la neutralité de l'Ukraine. Les affaires du fils de Joe Biden ne font que démontrer,

comme le dit un peu brutalement le président russe, que « l'Ukraine est une colonie américaine » ou du moins que les Américains aspirent à ce qu'elle le devienne. Et les manœuvres de Vladimir Poutine rappellent qu'il ne veut l'Ukraine que soumise. Reste à savoir si ce jeu de guerre a une fin. Une chose est sûre : il se joue en Europe, mais sans les Européens.

Par Natacha Polony
Extrait de Marianne

Un géant militaire pas si grand

La Russie a une armée puissante et des armes nucléaires. Au-delà de la tristesse de voir la guerre en Ukraine, nous avons peur. Et nous avons raison. On entend dire souvent : « Il faut que l'Europe s'arme plus pour faire face à la Russie et garantir la paix. » À voir les réalités, ce n'est pas si sûr. S'armer plus, cela ne sert peut-être à rien, cela peut être même dangereux.

La Russie fait peur parce qu'elle a des armes nucléaires. On a raison d'avoir peur. Sans parler des États-Unis, rappelons-nous qu'en Europe, la France et la Grande-Bretagne ont aussi des armes nucléaires. La Russie fait peur parce qu'elle a une armée puissante. On a raison d'avoir peur. Voyons quand même le niveau de cette puissance, voyons ce que dépense la Russie pour son armée par rapport aux États-Unis et à l'Europe.

Nous présentons ici quelques chiffres cités par Bernard Adam dans un article qui rappelle certaines réalités dont les grands médias nous parlent rarement. Bernard Adam est un spécialiste des questions militaires et de sécurité. Il a été directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip).

Surpuissance occidentale

En 2020, la Russie a dépensé 66,8 milliards de dollars pour son armée. C'est 3,4 % des dépenses militaires mondiales. La même année, les États-Unis ont dépensé 766 milliards de dollars. C'est 39 % des dépenses militaires mondiales.

On va se dire que c'est normal. Les États-Unis ont la 1^{re} armée du monde et de loin. Voyons alors les dépenses militaires des pays européens occidentaux. Au total en 2020, ces pays ont dépensé 300 milliards de dollars pour leurs armées. C'est 15 % des dépenses militaires mondiales. C'est donc 4,5 fois plus que le budget militaire de la Russie.

Si l'on fait maintenant le total des dépenses militaires des États-Unis et des pays européens occidentaux en 2020, on est donc à 1066 milliards de dol-



lars. C'est 54 % des dépenses militaires mondiales, c'est 16 fois plus que les dépenses militaires de la Russie.

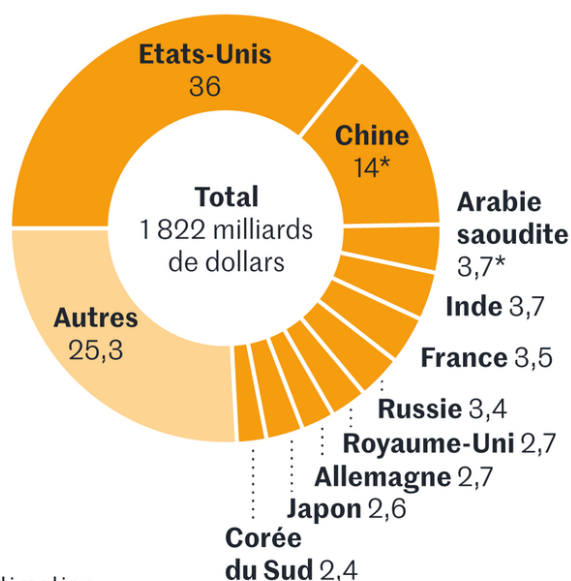
On va se dire que la Russie et, avant elle, l'URSS avaient dépensé énormément d'argent pour leur armée. La Russie a donc peut-être pris de l'avance sur les armées des pays d'Europe occidentale. Eh bien non ! Petit retour en arrière.

La fin de la grande armée

Dans les années 1980, la Russie n'était pas indépendante. Elle était la plus grande et la plus puissante des 15 républiques de l'URSS. À l'époque, on disait que l'armée de l'URSS était la 2e du monde après

Répartition des dépenses militaires par pays

En %, en 2018



* Estimation

Source : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
Infographie : LE MONDE

les États-Unis. Mais dans les années 1980, l'URSS diminue de plus en plus ses dépenses militaires.

En 1989, l'année de la chute du mur de Berlin, les dépenses militaires de l'URSS étaient de 260 milliards de dollars. C'était 18 % des dépenses militaires mondiales. La même année, les dépenses militaires des États-Unis étaient de 663 milliards de dollars. C'était 46 % des dépenses militaires mondiales.

La dégringolade

En 1991, l'URSS éclate en républiques indépendantes. En 1992, les dépenses militaires de la Russie étaient de 47 milliards de dollars. C'était 4 % des dépenses militaires mondiales. La même année, les dépenses militaires des États-Unis étaient de 592 milliards pour les États-Unis. C'était 52 % des dépenses militaires mondiales.

Dans les années 1990, les dépenses militaires de la Russie n'ont cessé de baisser. En 1998, les dépenses militaires de la Russie étaient de 15,7 milliards de dollars. C'était 1,6 % des dépenses militaires mondiales. La même année, les dépenses militaires des États-Unis étaient de contre 456 milliards de dollars. C'était 47 % des dépenses militaires mondiales.

S'armer plus pour servir la paix ?

En 1999, Vladimir Poutine arrive au pouvoir. Poutine et son nouveau gouvernement vont dépenser beaucoup plus pour l'armée. Aujourd'hui, Poutine fait peur. On a raison d'avoir peur, mais il ne sert à rien et il ne servira à rien d'augmenter les dépenses en armement de nos pays.

En 2020, les pays d'Europe occidentale et les États-Unis dépensent 16 fois plus que la Russie pour leur armée. Pourquoi s'armer plus encore ? Pour relancer encore plus une course aux armements qui ne profite pas à la paix.

Thierry Verhoeven

Extrait du journal l'Essentiel (www.journales-sentiel.be)

Ukraine : la solidarité aux frontières

Le 24 février, la guerre est déclarée en Ukraine et sa population fuit la violence des bombes. 1 million de personnes sont déplacées, près de 800 000 ont cherché refuge dans un autre pays. La situation humanitaire est dramatique. Ce même 24 février, le Secours populaire prend attache avec ses partenaires en Ukraine et en Pologne afin d'imaginer avec eux des programmes d'aide aux populations, demeurées dans le pays ou réfugiées aux frontières moldave,

polonaise et slovaque. Le Secours populaire a débloqué un fonds d'urgence de 50 000 euros et s'apprête à envoyer deux missions sur place. L'Ukrainienne Liudmyla Havryliuk, présidente de Four-Leaf Clover et le Polonais Sergo Kuruliszwilli, directeur du PKPS, ses partenaires, témoignent.

Le 24 février, le bruit des bombes réveille la population ukrainienne, révélant que le conflit entre l'Ukraine et la Russie, qui, depuis 2014, fait rage à l'est du pays dans le Dombass, s'est mué en une guerre déclarée. C'est le réveil d'un peuple qui a, jusqu'aux derniers instants, refusé de croire qu'une telle extrémité puisse être atteinte et que la violence l'emporterait – un peuple que le choc et la terreur saisissent d'un coup. Ce même jour, le Secours populaire prend attache avec son partenaire sur place, l'association de solidarité Four-Leaf Clover. Tandis que la panique s'empare d'un pays qui devient le théâtre de files d'attente interminables devant les stations-services et les magasins, de banques désertées et de longs cortèges d'exil le long des routes, le travail de solidarité internationale se met en place. Depuis 2019, le Secours populaire et Four-Leaf Clover (FLC) travaillent ensemble sur des programmes de soutien aux familles pauvres d'Ukraine dont la fragilité s'est accentuée avec la crise économique liée au Covid-19, avec une attention particulière aux enfants, souffrant de la misère ou orphelins. Liés par cette expérience et par les valeurs communes d'une solidarité inconditionnelle et soucieuse de la dignité,

ils imaginent dans l'urgence un programme d'aide pour les populations civiles de la région méridionale d'Odessa, où est implantée l'association.

La majorité des Ukrainiens n'ont pas les moyens de s'enfuir

**Urgence Ukraine
Daniel-Leal - AFP**

« Odessa est le principal port de l'Ukraine, tout près de la frontière moldave et près aussi de la frontière roumaine. C'est un endroit stratégique et c'est ce qui fait qu'il a été intensément bombardé », témoigne Liudmyla Havryliuk, présidente de FLC. « Il y règne une situation de chaos. Il y a ceux qui souhaitent quitter le pays et alimentent la file d'attente à ciel ouvert, de près de 80 km de long, qui s'est formée le long de la frontière. Il y a ceux qui fuient les bombes et cherchent un abri pour sauver leur vie. » Liudmyla raconte le piège qu'est devenu son pays et qui s'est refermé sur ses habitants ; elle raconte les avions de ligne qui ne volent plus et les voitures à l'arrêt ; les quais de métro, les souterrains et les caves dans lesquels se terrent des milliers de personnes. Elle raconte le fracas des tirs de roquette et des bombes. Il y a ceux qui tentent de se rapprocher de leur famille, il y a ceux dont le dernier espoir est de rejoindre la frontière et il y a ceux - la majorité des Ukrainiens - qui n'ont même pas les moyens de s'enfuir. L'ONU estime à 12 millions le nombre



URGENCE

ENEZ EN AIDE AUX VICTIMES

UKRAINE

de personnes qui ont aujourd'hui besoin d'aide en Ukraine et le nombre de déplacés internes à 1 million (Libération, 2 mars 2022). « Ils restent dans le pays, au sein de leurs villes et villages, dans la plus totale insécurité et ne possédant plus que l'espoir de survivre. Et ces gens ont besoin de notre aide. »

Il y a ceux qui souhaitent quitter le pays et alimentent la file d'attente le long de la frontière. Et il y a ceux qui fuient les bombes et cherchent un abri pour sauver leur vie.

Grâce au soutien du Secours populaire, FLC s'apprête à venir en aide à plusieurs centaines de familles, soit réfugiées dans les camps près de la frontière moldave, soit résidant dans cette région du sud d'Odessa. Le soutien et les liens tissés avec de nombreux partenaires (commerces, entreprises ainsi qu'ONG internationales, telles le Secours populaire) et les autorités, tant ukrainiennes que moldaves, seront précieux. Dans les jours qui viennent, les volontaires de l'association vont remettre aux familles des vivres, des produits d'hygiène ainsi que toute l'humanité qu'il leur sera possible de prodiguer en une situation où celle-ci semble s'évanouir. Les psychologues et les médecins de l'association se mobilisent pour soutenir ces populations traumatisées. « Nous pouvons compter sur notre réseau de bénévoles, qui consacre tout leur temps et ne compte aucun de leurs efforts pour témoigner leur solidarité, leur empathie à toutes ces personnes afin qu'elles ne perdent ni leurs forces, ni leurs espoirs », affirme, décidée, Liudmyla.

Des réfugiés désespérés, morts d'inquiétude, transis de froid

Au nord-ouest du pays, à la frontière polonaise, un autre partenaire du Secours populaire se démène : le PKPS (Polski Komitet Pomocy Społecznej – comité polonais d'aide sociale). Ses bénévoles apportent, depuis le tout début de la guerre, des produits de première nécessité à des milliers de familles ukrainiennes.

Pour certaines d'entre elles, une cinquantaine, ils parviennent à offrir un hébergement dans leurs centres. Ce sont plus de 700 000 personnes qui ont déjà fui l'Ukraine, en grande majorité des femmes, des enfants et des personnes âgées, annonce le Haut-Commissariat aux Réfugiés, les hommes entre 18 et 60 ans étant réquisitionnés pour l'effort de guerre. Selon la Commission européenne, ces réfugiés, qui pourraient atteindre le nombre vertigineux de 7 millions, se dirigent majoritairement dans les pays frontaliers tels la Moldavie, la Roumanie, la Slovaquie et, donc, la Pologne, première destination, accueillant à elle seule près de la moitié des réfugiés ukrainiens.

Le PKPS, association de solidarité dont l'objectif est de venir en aide aux familles en difficulté, aux personnes âgées isolées et aux sans-abris, qui possède des antennes sur tout le territoire polonais, a tout de suite mobilisé son équipe implantée près de la petite ville de Medyka, poste-frontière qui a vu sa population décupler depuis l'exode massif des Ukrainiens. Certes, l'aide aux réfugiés n'est pas l'activité habituelle du PKPS ; mais les besoins et les détresses sont tels que ses volontaires se sont tout de suite portés au secours des familles épuisées qui entraînent sur le sol polonais. « Les Ukrainiens franchissent la frontière soit à pied, soit en voiture, soit en train. Aussi, nous avons déployé nos équipes en deux points : un à la gare ferroviaire de Przemyśl, un autre au poste-frontière de Medyka, résume Sergo Kuruliszwilli, directeur de l'association polonaise. Nous sommes plusieurs associations à les soutenir, la Croix-Rouge polonaise et Caritas, et de nombreuses autres organisations plus petites. Nous sommes un rouage dans la machine. »

Nous nous efforçons de leur offrir ce dont ils ont besoin, de prendre soin d'eux, leur dire qu'ils sont les bienvenus. Mais ce sont des conditions extrêmes – c'est la guerre.

Sous le poids de l'émotion et de la fatigue accumulée depuis six jours, la voix de Sergo se brise bientôt,

à l'évocation des milliers de visages, des milliers de destins composant les files interminables qui se pressent à la frontière. « Ces personnes sont épuisées. Normalement, pour parcourir les 70 km qui séparent Lviv en Ukraine de Medyka, le train met 1h30. Mais à présent, cela prend 24 heures. Ils voyagent depuis 30 ou 40 heures, et pour certains, le voyage sera encore long... » Si certaines familles sont accueillies par des amis ou de la famille vivant en Pologne, pour la plupart de ces exilés, la route demeure incertaine. « C'est un tel chaos... », tente Sergo, avant de faire une pause. « Nous nous efforçons de leur offrir ce dont ils ont besoin, de prendre soin d'eux, de leur témoigner notre solidarité, leur dire qu'ils sont les bienvenus. Mais ce sont des conditions extrêmes – c'est la guerre. Nous accueillons-là des personnes désespérées, en proie à de terribles migraines, mortes d'inquiétude, transies de froid. Il y a des nourrissons, des femmes sur le point d'accoucher, de très vieilles personnes... »

Nous nous sentons liés au monde

L'action du PKPS se concentre sur l'aide matérielle : « Ces gens tentent tout simplement de rester en vie, et nous les aidons à survivre. » Pour cela, l'association fournit tout d'abord des produits alimentaires aux personnes réfugiées. Puisant dans son stock, sollicitant les chaînes de supermarché, elle s'appuie sur sa grande expérience en matière de distribution alimentaire. « Pour l'instant, nous pouvons tenir encore. Mais ce qui nous manque déjà, ce sont des produits d'hygiène et des produits pour bébé : des petits pots, des lingettes, des couches. Nous avons besoin du soutien financier du Secours populaire pour acheter vite ces produits », appelle Sergo. Avant de lâcher : « Nous avons eu l'information, ce soir (le 1er mars, ndlr), que demain arriveraient à la frontière polonaise 40 000 personnes. C'est énorme. Comment allons-nous faire ? »

Il n'y a pas de frontières à la solidarité ; quand celle-ci s'exprime de manière si forte, nous nous sentons liés au monde. Et cela nous gonfle d'espérance.

Comme depuis le début de cette guerre : ils vont faire tout ce qui est en leur pouvoir. Au sud de l'Ukraine comme à l'est de la Pologne, c'est ce que font Four-Leaf Clover et le PKPS qui savent pouvoir compter sur le soutien du Secours populaire, qui s'apprête à faire partir deux missions sur place, aux frontières polonaise et moldave. C'est l'éternelle histoire de la solidarité populaire qui, si elle ne saurait changer l'état du monde, sait comment changer le cours de centaines de milliers de vies meurtries, redonner espoir, apporter l'indispensable entraide, promouvoir les valeurs humanistes

quand le monde cède à la barbarie. En Slovaquie, cette solidarité populaire se met en branle là aussi : Ambrela, coordination de 28 ONG slovaques, identifie des organisations actives à la frontière entre l'Ukraine et la Slovaquie et qui, avec le soutien financier du Secours populaire, pourront rapidement intervenir auprès des familles ukrainiennes qui s'y sont réfugiées. « Sentir que le monde entier nous soutient, se mobilise, c'est immense, assure Liudmyla Havryliuk. Il n'y a pas de frontières à la solidarité et quand celle-ci s'exprime de manière si forte qu'aujourd'hui, nous nous sentons liés au monde, nous nous sentons plus forts. Et cela nous gonfle d'espérance. »

Extrait de Convergence, bulletin mensuel du Secours Populaire Français

Civilisation ou barbarie ?

La criminelle invasion de l'Ukraine ordonnée par Poutine à l'armée russe se poursuit, semant la mort de centaines de civils innocents et l'exode de milliers d'autres. Nous répétons notre condamnation sans réserve de cette agression ignominieuse. Nous nous associons aux multiples appels au retrait des troupes russes et à la fin des hostilités et réclamons la liberté et le droit de manifester pour les opposants russes à la guerre. La voie diplomatique est la seule à pouvoir aboutir à des compromis garantissant le respect des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et la paix dans la région.

En attendant, les gouvernements européens multiplient les sanctions économiques et financières à l'encontre des entreprises russes et des oligarques proches du président autocrate ; tout en répétant aussi justement que l'Europe n'est pas en guerre contre le peuple russe. Nous ne pouvons qu'approuver cette posture.

En Russie, des manifestations anti-guerres mobilisent des milliers de citoyennes et de citoyens. Des centaines de scientifiques appellent à l'arrêt de l'agression poutinienne contre le peuple ukrainien. D'innombrables artistes en font de même.

C'est la civilisation qui s'exprime alors face à la barbarie.

Or, au sein de l'Union européenne, on s'attaque indistinctement à la barbarie et à la civilisation... pour punir Poutine.

Que penser en effet de cette censure à l'encontre de Dostoïevski préconisée dans les universités italiennes ?

A-t-on cessé d'écouter et d'interpréter Beethoven

ACTION

POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX



et Mendelssohn pendant la guerre 14-18 ou Mar-lène Dietrich et Bertolt Brecht en 40-45 ? Ou cessé d'écouter Patty Smith et Bob Dylan lorsqu'après un mensonge éhonté, Bush fit bombarder Bagdad ? Ou bien encore s'est-on refusé d'admirer les peintures de Fragonard ou les sculptures des Claudel lorsque Sarkozy intervint en Libye sans mandat de l'ONU ?

Idem, chez nous où l'ULB interrompt ses collaborations avec les universités russes parce que des recteurs approuvent la politique de Poutine. C'est, dans ce cas, les étudiants russes qui manifestent contre la guerre qui sont réellement sanctionnés. Stoppe-t-on toute coopération avec les universités israéliennes lorsque le gouvernement de Tel Aviv ordonne à son armée de bombarder Gaza et pratique une politique d'apartheid ?

L'histoire ne se répète pas, mais il est bon de retenir ses leçons. Après l'armistice de 1918, les pays alliés ont fortement sanctionné l'Allemagne et stigmatisant le peuple allemand (les Boches). La misère qui s'en suivit servit l'ascension d'Hitler.

Les pays européens affirment ne pas être en guerre avec le peuple russe et nous ne pouvons qu'approuver cette affirmation. Alors ? Ne cédon pas à la russophobie. Ne faisons pas la guerre à sa culture. Ne poussons pas le peuple russe plus encore dans les bras de Poutine.

Les Communistes Wallonie-Bruxelles

Le coin du Secours populaire

Quand la solidarité réconcilie les Humains et la Terre

Pour lutter contre la pauvreté, le SPF et ses partenaires internationaux s'appuient souvent sur des programmes d'agriculture. Ceux-ci relevent le défi de s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et promeuvent des pratiques vertueuses afin de protéger l'environnement.

Parmi les projets de solidarité internationale soutenus par le Secours populaire et conduits par ses partenaires locaux, nombreux sont ceux qui mettent en leur cœur le travail de la terre. Faisant écho aux travaux du millier de délégués qui se sont retrouvés au Congrès du SPF à Lyon à l'automne 2021 pour réfléchir à la poursuite d'une solidarité « populaire, durable et planétaire », ces programmes mettent les humains à l'initiative de leur développement et en harmonie avec leur environnement. Ils leur permettent de s'émanciper d'une condition souvent misérable tout en renouant un lien vertueux avec une planète meurtrie.

« Cultiver bio, c'est bon pour ma santé, celle de mes enfants, celle de ma famille » : Claudia, jeune paysanne accompagnée et formée par la coopérative salvadorienne La Canasta Campesina, brandit fièrement ses aubergines, laitues et ciboulette. Ivan, qui cultive une parcelle dans le même village pauvre de Comasagua, réalise son engrais avec des déchets 100% naturels. Tous deux vendent le



Ontora cultive son jardin, réhabilité après le passage du cyclone Amphan grâce aux efforts conjoints du Secours populaire et de son partenaire au Bangladesh, GK Savar.

Munir Uz Zaman / SPF

surplus de leur production et augmentent ainsi leur niveau de vie. Et n'abondent plus l'exode rural, qui gonfle les poches de misère, de pollution et de délinquance des grandes villes. « La planète est notre bien commun. Il est donc de notre devoir de prendre soin d'elle où que nous vivions », semble répondre à Claudia Leydy Pech, présidente de l'association mexicaine Muuch Kambal, tandis qu'elle promeut une apiculture biologique. A ses côtés, les communautés mayas œuvrent à la valorisation des semences indigènes pour la production et la consommation de productions agro-écologiques, respec-

tueuses de la biodiversité de la péninsule du Yucatán et génératrices de revenus pour les habitants.

Être résilient par rapport aux chocs environnementaux

« Les populations doivent abandonner certaines pratiques et en adopter de nouvelles qui leur permettent d'être résilientes par rapport aux chocs environnementaux, tels les sécheresses », avance Mohamed Akser de l'association nigérienne HED-Tamat, qui aide les populations touarègues à continuer de vivre du maraîchage et du pastoralisme dans un environnement soumis aux dérèglements climatiques grâce, notamment, à ses programmes d'accès à l'eau. L'AMSCID, dans le cercle de Yélimané au Mali, creuse le même sillon, quand il octroie des terrains aux femmes afin qu'elles puissent les cultiver, tout en bénéficiant de formation pour apprendre à lire, écrire et compter.

Tandis que sortent de terres céréales, fruits et légumes s'épanouissent des humains dignes, émancipés. Les personnes handicapées qui se voient offrir par l'association kosovare Handikos une serre peuvent elles aussi vivre dignement du fruit de leur

Une éleveuse, soutenue par l'association HED-Tamat, auprès de son troupeau - Dagaba, Niger, Novembre 2021



travail et concourir à l'économie du foyer. Quand les bangladais de GK Savar permettent aux populations les plus pauvres de cultiver, pêcher et élever dans la forêt de mangrove des Sundarbans tout en respectant sa biodiversité, quand les cubains de l'ACPA aident de jeunes paysans à s'adapter aux sécheresses croissantes, cela procède d'un même respect : celui de la dignité humaine comme de l'environnement.

Cet article a paru dans le numéro 375 de Convergence, le magazine d'information du réseau du Secours populaire français.

Ecrit par Pierre Lemarchand

SOCIAL

Le grand nettoyage se poursuit chez Daoust et Trixxo



Les aide-ménagères qui travaillent dans le secteur des titres-services mènent des actions depuis des mois pour obtenir des salaires plus élevés, un meilleur remboursement des frais réellement engagés (par exemple, les frais de transport, de parking et de téléphone) et de meilleures conditions de travail. Et ce, alors que les prix des carburants et de l'énergie montent en flèche. Pour de nombreuses aide-ménagères, la situation est devenue impossible à supporter. Aujourd'hui, les aide-ménagères paient pour aller travailler. En moyenne 10% de leur salaire passe dans les frais de déplacement.

Le 25 janvier, nous annonçons en front commun syndical un grand nettoyage du secteur. La première étape avait été une action menée le 26 janvier dernier à Bruxelles. Le 8 février, nous avons « nettoyé » plusieurs agences à Anvers. Après Bruxelles et la Flandre, nous sommes passés aujourd'hui en Wallonie (à Hannut).

Les entreprises Trixxo et Daoust ont été « nettoyées » aujourd'hui. Daoust est un géant dans le secteur intérimaire et a réalisé des bénéfices de 29.953.210 € ces 5 dernières années et a versé 9.000.000 € de dividendes, notamment à la famille Daoust. Mais de l'argent pour payer correctement les frais de transport, il n'y en aurait pas ?

Trixxo est une entreprise commerciale active dans les titres-services, qui rachète également de nombreuses petites entreprises de titres-services. Cette expansion commerciale s'effectue grâce à de l'argent public. Cette entreprise ne compte actuellement pas moins de 10 000 aide-ménagères sur une quinzaine d'entités juridiques.

Ce qui leur permet par ailleurs de transférer les travailleuses d'une société à une autre en échappant ainsi aux législations sociales et fiscales. Ces 5 dernières années, Trixxo a fait 11.113.000€ de bénéfices et a payé 1.121.000€ de dividendes. Depuis 2021, Trixxo est le sponsor principal du Trixxo Arena à Hasselt. Mais, bien sûr, de l'argent pour un traitement correct et humain du personnel, il n'y en a pas. Inacceptable et honteux ! Nous n'acceptons plus que ces entreprises refusent d'utiliser leurs bénéfices pour octroyer aux aide-ménagères les conditions de travail qu'elles méritent.

Les actions des aide-ménagères peuvent désormais être suivies sur le site www.legrandnettoyage.net sur lequel ont été cartographiées les sociétés commerciales qui réalisent les plus gros profits et dividendes et les entreprises ciblées par le nettoyage.

Tout comme il y a deux ans, le secteur des titres-services est le seul secteur où aucun accord sectoriel n'a encore été conclu. Les employeurs font la sourde oreille et ne daignent toujours pas revenir à la table des négociations. Le principal point d'achoppement est le remboursement des frais de transport.

Ce manque de respect envers les travailleurs est révoltant. Les syndicats demandent donc une réforme fondamentale du secteur : il est inacceptable que les aide-ménagères soient considérées comme des travailleuses de seconde classe, alors que certaines entreprises de titres-services réalisent d'énormes bénéfices. Surtout lorsque cela se produit dans un secteur subventionné à 70 % par des fonds publics.

Notre message est clair : payer pour travailler, c'est fini ! Les aide-ménagères méritent plus de respect, un salaire décent et des indemnités de déplacements correctes.

Nous insistons une fois de plus sur le fait que l'argent public doit être utilisé pour les travailleurs et non pas pour faire fructifier le capital privé et enrichir les actionnaires !

La CSC

Nouvelles

Atelier DIY

Ou l'art du faire soi même

Le 14 mai 2022, 13h30



Vitraux Tiffany LES BASES

Une organisation du Progrès a.s.b.l
avec le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles



Inscription obligatoire!

aurelie@acjj.be

10 personnes maximum/ 22 euros

11 rue Julien Lahaut

6020 Dampremy